



Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

Distr. générale
30 mai 2011
Français
Original: anglais/français

Réunion des États parties

Première réunion

New York, 31 mai 2011

Point 6 a) de l'ordre du jour provisoire

Constitution du Comité des disparitions forcées:

Élection des membres du Comité, conformément à l'article 26 de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

Élection des 10 membres du Comité des disparitions forcées

Note du Secrétaire général

Additif

1. La Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées («la Convention») est entrée en vigueur le 23 décembre 2010. La première réunion des États parties doit se tenir au Siège de l'Organisation des Nations Unies afin d'élire les 10 membres du Comité des disparitions forcées («le Comité»), à partir d'une liste de candidats désignés par les États parties parmi leurs ressortissants, conformément à l'article 26 de la Convention.

2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 26 de la Convention, par une note verbale datée du 7 janvier 2011 le Secrétaire général a invité les États parties à présenter au plus tard le 7 avril 2011 des candidatures pour l'élection des membres du Comité. Des informations sur sept personnes dont les candidatures ont été présentées figurent dans le document CED/SP/1/2. Trois candidatures supplémentaires ont été présentées après le 7 avril, à savoir celles de Mamadou Badio Camara (Sénégal), Juan José López Ortega (Espagne) et Enoch Mulembe (Zambie).

3. Les données biographiques concernant les candidats susmentionnés, telles que fournies par les États parties, sont jointes en annexe.

Annexe

Données biographiques concernant les candidats

Mamadou Badio Camara (Sénégal)

Date et lieu de naissance

9 avril 1952 à Dakar (République du Sénégal)

Langue(s) de travail

Français

Situation/fonction actuelle

Profession: Magistrat

Fonction actuelle: Président de la chambre criminelle de la Cour suprême, cumulativement avec la fonction de Secrétaire général de la Cour suprême.

Principales activités professionnelles

Instruction et jugement des procédures pénales jugées en dernier ressort par les cours d'appel et qui font l'objet d'un pourvoi en cassation (en qualité de Président de la chambre criminelle).

Participation aux tâches d'administration et de gestion de la Cour suprême, par délégation de pouvoirs du Premier Président de la Cour suprême (en qualité de Secrétaire général).

Études

1977: Brevet de l'École nationale d'administration et de magistrature du Sénégal.

1975: Licence en droit privé, option judiciaire de la faculté de droit de l'Université de Dakar.

1971: Baccalauréat de l'enseignement secondaire, lycée Van Vollenhoven de Dakar.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Missions en Guinée-Bissau et au Niger de formation des personnels de police judiciaire et des personnels pénitentiaires en matière de droits de l'homme, pour le compte du Comité sénégalais des droits de l'homme.

Membre de la mission d'enquête des Nations Unies sur la situation des prisonniers politiques au Burundi en 2001.

Expert de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) pour des missions d'appui à la justice pénale en Haïti (2007 et 2008).

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

«La justice, l'ordre public et les libertés individuelles» (discours de la rentrée des cours et tribunaux du 31 janvier 2001).

Juan José López Ortega (Espagne)**Date et lieu de naissance**

Madrid (Espagne) – 2 août 1956

Langue(s) de travail

Espagnol, Français

Situation/fonction actuelle

Depuis 2002, Président de la quatrième section de l'*Audiencia Provincial* de Madrid, spécialisé en droit pénal des mineurs.

Professeur associé à l'Université Carlos III de Madrid depuis 1990; actuellement en charge des cours: «Droit processuel pénal» et «La preuve dans le procès pénal».

Membre du Groupe de travail sur la réforme de la loi relative aux poursuites pénales (établi par le Ministère de la justice).

Principales activités professionnelles

Conseiller auprès du Tribunal constitutionnel (1993-1994).

Juge en exercice depuis 1982. Juge à la chambre criminelle de l'*Audiencia Nacional* (1997-2002).

Participation à la mise en œuvre de la convention bilatérale conclue avec la Roumanie en vue de la mise en place du Service des poursuites pour les affaires de corruption (2002-2007) et aux travaux entrepris avec la Bulgarie en vue de la réforme du Code de procédure pénale (2005-2006).

Expert auprès du Conseil de l'Europe, participation au processus d'évaluation du Groupe d'États contre la corruption (GRECO) (2000).

Participation à différentes activités de coopération pour le développement en El Salvador (1998-2001), au Paraguay (2001), en République dominicaine (2003) et au Guatemala (2004).

Études

Diplôme en droit de l'Université Complutense de Madrid (1974-1979).

Spécialisation en droits de l'homme. Diplôme d'études supérieures de l'Université Complutense de Madrid (1988-1990).

Boursier au Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme; participation en tant qu'étudiant à la vingt-deuxième session d'enseignement de l'Institut international des droits de l'homme (1991).

Stage à la Commission européenne des droits de l'homme (1992).

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité

A siégé, en tant que juge à l'*Audiencia Nacional*, dans la formation qui a établi la compétence des juridictions espagnoles pour poursuivre du chef de génocide les auteurs de diverses violations (assassinat, enlèvement, disparition forcée et torture) commises sous les régimes militaires en Argentine et au Chili – décisions de la chambre criminelle de l'*Audiencia Nacional* des 4 et 5 novembre 1998.

Membre, depuis sa création en 2009, de la Commission nationale pour l'utilisation de l'ADN en science médico-légale, organe collégial relevant du Ministère de la justice dont la mission est de garantir l'utilisation correcte des bases de données ADN aux fins des enquêtes criminelles, ainsi qu'à d'autres fins, notamment l'identification de restes humains dans des affaires de personnes disparues, ces bases étant actuellement particulièrement utiles pour l'identification de restes humains dans des affaires de personnes disparues pendant la guerre civile espagnole.

Professeur – Cours de droit international humanitaire et des droits de l'homme, Université Carlos III de Madrid.

Chargé de cours pour différentes activités de formation organisées par le Conseil général du pouvoir judiciaire et le Bureau du Procureur général sur le système européen de protection des droits de l'homme et sur la jurisprudence de la Cour européenne.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine considéré

Plus d'une cinquantaine d'articles consacrés à la justice pénale et aux droits fondamentaux, ainsi qu'à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et du Tribunal constitutionnel espagnol concernant les garanties de droit procédural et pénal.

Enoch Mulembe (Zambie)**Date et lieu de naissance**

20 novembre 1968, Lusaka, Zambie

Langue(s) de travail

Anglais (couramment), français (non couramment)

Situation/fonction actuelle

Directeur de la Commission zambienne des droits de l'homme.

Principales activités professionnelles

Directeur de la Commission zambienne des droits de l'homme depuis 2004.

Chef de la recherche et de la planification à la Commission zambienne des droits de l'homme, de 1998 à 2004.

Chargé de cours en droit à l'Université de Zambie, de 1996 à 2002.

Titulaire d'une bourse pour le développement du personnel (Staff Development Fellow – SDF), École de droit, Université de Zambie, de 1994 à 1996.

Études

Maîtrise en droit international, Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire, Université de Lund, Lund, Suède (1996).

Licence en droit avec mention bien, Université de Zambie, Zambie (1992).

Diplôme – Cours supérieur sur la protection internationale des droits de l'homme, Université de l'Académie d'Abo, Turku, Finlande (2000).

Certificat – Enseignement et recherche sur les droits de l'homme dans les universités (CiedHu), Institut international des droits de l'homme/Centre international pour l'enseignement des droits de l'homme dans les universités, vingt-septième session de formation intensive, Strasbourg, France, juillet 1999.

Certificat de participation, Institut international des droits de l'homme, Strasbourg, France, juillet 1999.

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité

A assumé la fonction de facilitateur lors de l'Atelier du Ministère de la justice sur la soumission de rapports par les États et a fait des exposés sur la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention relative aux droits de l'enfant et les directives relatives aux rapports à soumettre par les États.

A siégé au Comité interministériel pour l'élaboration du rapport de la Zambie en vue de l'Examen périodique universel (EPU) par le Conseil des droits de l'homme, de 2007 à 2008.

A fait partie de la délégation chargée de présenter le rapport initial de la Zambie sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Genève, 25-27 avril 2005).

A assumé la fonction de facilitateur s'agissant du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) lors de l'Atelier d'orientation pour le Comité interministériel sur l'établissement des rapports à soumettre par les États, Ministère de la justice, novembre 2004.

Membre du comité de rédaction et éditeur du douzième rapport de la Zambie sur la mise en œuvre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, juin 2004.

A assumé la fonction de facilitateur lors de l'Atelier d'orientation du Ministère de la justice sur les rapports à soumettre par les États en application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, juin 2004.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine considéré

«Human Rights and Development in the Twenty-First Century: The African Challenges», (Les droits de l'homme et le développement au XXI^e siècle: Les défis africains) *Zambia Law Journal*, Volume 31, 1999.

«Understanding the United Nations Convention on the Rights of the Child: The Zambian Context» (Comprendre la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant: Le contexte zambien), *Lesotho Law Journal*, Volume 12, 1999, Number 1.

Human Rights for Zambian High Schools: Introduction to Human Rights, the International Bill of Human Rights and Monitoring Mechanisms (Les droits de l'homme pour les écoles zambiennes: Introduction aux droits de l'homme, à la Charte internationale des droits de l'homme et aux mécanismes de surveillance), Zambia Civic Education Association (2007).

Human Rights for Zambian High Schools: Introduction to the Special United Nations Human Rights Instruments (Les droits de l'homme pour les écoles zambiennes: Introduction aux instruments spéciaux des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme), Zambia Civic Education Association (2007).

Human Rights for Zambian High Schools: Introduction to the Regional Human Rights Systems and the National Human Rights Mechanisms (Les droits de l'homme pour les écoles zambiennes: Introduction aux systèmes régionaux des droits de l'homme et aux mécanismes nationaux des droits de l'homme), Zambia Civic Education Association (2008).
